

Économie et Statistique

Cette nouvelle publication d'***Économie et Statistique*** (n°422) rassemble des articles sur plusieurs thèmes : économie et travail - emploi.

Les auteurs qui ont collaboré à ce numéro n'appartiennent pas tous à l'Insee. Les jugements et opinions qu'ils expriment, n'engagent qu'eux-mêmes et non les institutions auxquelles ils appartiennent, ni a fortiori l'Insee.

⇒ **Présentation des articles de la revue :**

Le partage de la valeur ajoutée en France, 1949-2008 : aspects méthodologiques

Cet article apporte des précisions sur les séries de comptabilité nationale en « base 2000 » et explique les différences avec les bases comptables précédentes. Il revient sur l'influence des déterminants théoriques du partage de la valeur ajoutée, en particulier sur celle des taux d'intérêt.

Pierre-Alain Pionnier (département des comptes nationaux, Insee)

L'impact du travail salarié des étudiants sur la réussite et la poursuite des études universitaires

L'occupation d'un emploi salarié régulier par les étudiants réduit sensiblement leur probabilité de réussite à l'examen de fin d'année universitaire. En revanche, il n'a pas d'effet significatif sur la probabilité de poursuivre des études l'année suivante, quels que soient la filière et le niveau des études.

Magali Beffy (Crest, Insee), Denis Fougère (CNRS, Crest, Insee, Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (Depp), ministère de l'Éducation nationale, Centre of Economic Policy Research (CEPR), Londres, Institute for the Studies of Labor (IZA), Bonn) et Arnaud Maurel (Ensaе, Crest, Insee, École d'économie de Paris, Institute for the Studies of Labor (IZA), Bonn).

Offre de travail des mères en France : l'effet causal du passage de deux à trois enfants

Cet article teste l'existence d'une relation causale négative entre fécondité et activité des mères. En France, avoir plus de deux enfants diminue la probabilité d'activité

des mères d'environ 20 points. Lorsqu'elles sont en emploi, cela diminue leur temps de travail hebdomadaire de deux heures chaque semaine.

Julie Moschion (Centre d'économie de Paris, université Paris I, Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares), ministère du Travail, des Relations sociales, de la Famille, de la Solidarité et de la Ville).

Complément : résumés détaillés des articles

Le partage de la valeur ajoutée en France, 1949-2008 : aspects méthodologiques

Pierre-Alain Pionnier

Le thème du partage de la valeur ajoutée est à la croisée de plusieurs préoccupations de politique économique : l'évolution des rémunérations, la substitution entre les facteurs de production et le chômage. Le récent rapport remis au Président de la République sur le partage de la valeur ajoutée, le partage des profits et les écarts de rémunérations en France (cf. Cotis, 2009) témoigne de l'actualité des débats autour du partage de la valeur ajoutée.. Les conclusions de ce rapport s'appuient, notamment, sur des données de comptabilité nationale en base 2000 qui ont été réropolées jusqu'en 1949 et récemment publiées par l'Insee.

Cet article apporte des précisions sur la mise au point, l'utilisation et l'interprétation de ces données.

Les principales différences avec les bases comptables précédentes (répartition des services d'intermédiation financière indirectement mesurés, définition des impôts et des subventions, mode de valorisation de la valeur ajoutée) sont expliquées.

Par ailleurs, cette étude revient sur les déterminants théoriques du partage de la valeur ajoutée et, en particulier, sur l'influence des taux d'intérêt réels. Cette influence pourrait sans doute être mieux comprise en distinguant d'une part, les effets de court terme et de long terme du coût du capital, comme du coût du travail, sur le partage de la valeur ajoutée et d'autre part, en analysant simultanément le partage de la valeur ajoutée et la substitution entre les facteurs de production.

L'impact du travail salarié des étudiants sur la réussite et la poursuite des études universitaires

Magali Beffy, Denis Fougère et Arnaud Maurel

Cet article est consacré à l'estimation des effets du travail salarié des étudiants sur leur réussite universitaire et leur décision de poursuite d'études. L'analyse repose sur des échantillons extraits des enquêtes *Emploi* conduites par l'Insee de 1992 à 2002.

Ces échantillons sont restreints aux personnes en cours d'études initiales à l'université et préparant un diplôme universitaire de premier ou de second cycle (Deug, licence ou maîtrise). Sont exclus de l'analyse les étudiants dont l'emploi va de pair avec les études, en particulier les apprentis sous contrat et les stagiaires en formation. Les modèles estimés sont des modèles de type *Probit* à deux équations simultanées, la première expliquant l'occupation d'un emploi salarié par l'étudiant, la seconde sa réussite à l'examen de fin d'année, *conjointement* avec sa décision de poursuite des études pour l'un des modèles. Le temps de travail salarié est pris en compte en distinguant, dans un des modèles, les emplois de moins ou plus de 16 heures par semaine. Les résultats montrent que l'occupation d'un emploi régulier réduit significativement la probabilité de réussite à l'examen de fin d'année universitaire. S'ils ne travaillaient pas, les étudiants salariés auraient une probabilité plus élevée de 43 points de réussir leur année. Une analyse complémentaire montre que le cumul emploi-études n'a pas d'effet significatif sur la probabilité de poursuivre les études l'année suivante, quels que soient la filière et le niveau des études.



Offre de travail des mères en France : l'effet causal du passage de deux à trois enfants

Julie Moschion

Entre 1962 et 2005, le taux d'activité des femmes a augmenté en France (de 45,8 % à 63,8 %) mais reste corrélé négativement au nombre d'enfants. Dans quelle mesure l'arrivée d'un enfant supplémentaire réduit-elle la participation des mères au marché du travail ? La relation entre nombre d'enfants et activité est complexe car les décisions de fécondité et d'activité ont des déterminants communs, et s'influencent mutuellement. Il est donc difficile de dire *a priori* si le choix de travailler ou non est une cause ou une conséquence du fait d'avoir un certain nombre d'enfants.

Pour tester l'existence d'une relation causale négative entre nombre d'enfants et offre de travail des mères, nous utilisons des variables instrumentales, c'est-à-dire des variables qui n'affectent qu'indirectement l'activité des femmes, par l'intermédiaire de leur influence sur le nombre d'enfants. Plus précisément, la répartition par sexe des deux aînés et le fait d'avoir des jumeaux à la deuxième naissance, constituent deux sources aléatoires de variation exogène de la fécondité. Et avoir deux aînés du même sexe ou des jumeaux à la deuxième naissance accroît la probabilité d'avoir plus de deux enfants, et dans ce cas, l'activité des mères est réduite. Ces deux variables permettent d'estimer l'influence causale du fait d'avoir plus de deux enfants sur l'activité des mères.

Les résultats indiquent qu'avoir plus de deux enfants diminue la probabilité d'activité des mères d'environ 20 points et, lorsqu'elles sont en emploi, le nombre d'heures travaillées par semaine de deux heures.

L'impact négatif sur l'activité des mères pourrait être d'autant plus important que les perspectives d'emploi et de salaire des mères sur le marché du travail sont faibles ou qu'elles doivent faire garder leurs enfants. Cet effet est ainsi particulièrement marqué pour les mères peu diplômées, mais perdure lorsque les enfants grandissent et ne varie pas selon la taille de la ville de résidence.

